

*La peine capitale*

En fait, il s'est borné à dire que la suppression de la peine capitale était le fait d'une bande d'élitistes et de bonnes âmes qui tentaient d'imposer leurs vues à la population. Il parlait des députés à cette assemblée lors d'une session antérieure. Voilà les élitistes dont il parle: des gens qui ont été élus en bonne et due forme par leurs concitoyens pour venir siéger au Parlement et agir selon leur propre conscience. Voilà les partisans de l'élitisme dont il parle. Ce sont eux qui ont imposé l'abolition. Ce n'est pas l'intelligentsia des tours de Broadview-Greenwood qui a aboli la peine de mort, ce sont les députés qui représentent des circonscriptions rurales et urbaines du Canada, de l'Est à l'Ouest. Ce sont eux qui ont voté pour l'abolition.

Voyons les faits. Où sont les preuves que le député veut présenter?

**Une voix:** Nous pouvons le prouver.

**M. Axworthy:** Je voudrais le voir. A moins que le député ne fabrique des preuves...

**M. Elzinga:** Vous êtes aveugle.

**M. Axworthy:** Je cède peut-être à une tendance, celle d'examiner les faits. Depuis dix ans, le taux de criminalité dans la société est resté à peu près le même avec ou sans l'application de la peine capitale. Il y a un autre fait dont nous devrions tenir compte. Le dernier rapport publié par Amnesty International, une association respectée aux quatre coins du monde, qui s'efforce de défendre les droits et les libertés civiques et qu'appuient des députés des deux côtés de la Chambre, nomme les pays qui ont progressé et ceux qui ont régressé relativement à l'abolition de la peine de mort.

Chacun d'entre nous devrait se demander dans quel genre de pays nous préférons habiter. Préférons-nous habiter un pays comme la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, l'Allemagne de l'Ouest ou la Grande-Bretagne, qui s'efforcent depuis longtemps de respecter les droits de la personne et les libertés civiques et qui s'intéressent énormément aux questions de la responsabilité de l'homme, ou bien préférons-nous être classés dans la même catégorie que les pays comme l'Iran, le Nicaragua et la Bolivie, que je n'essaie pas de critiquer, mais qui sont des pays qui ne sont pas encore tout à fait parvenus à maturité du point de vue social. Voilà une des épreuves que nous devons subir au Parlement de temps à autres. Nous devons mesurer d'une certaine façon notre maturité dans la société.

Il s'agit entre autres de se demander si nous sommes disposés à faire face aux émotions fortes? Sommes-nous disposés à prévoir des lois qui ne permettent pas à nos craintes naturelles et à nos frustrations de prendre le dessus? A mon avis, il importe bien plus que les députés expliquent à leurs électeurs de quelle façon certains problèmes graves engendrent des incertitudes dans notre société, qui n'ont rien à voir avec le fait de prendre ou non les criminels.

[M. Axworthy.]

Il s'agit plutôt de déterminer le genre de société que nous voulons édifier. Nous permettons à nos collectivités de se démembrer. Dans beaucoup de cas, nous permettons aux liens qui nous unissent de se défaire. Ce genre de problèmes devraient nous préoccuper au plus haut point. Nous devrions les étudier au Parlement. Au lieu de cela, nous passons notre temps à débattre la question de savoir si la peine capitale est une solution à ces problèmes. Je demanderais aux députés d'en face d'y penser un instant, de poser des questions au sujet de ce qu'on peut faire pour revaloriser la famille et lui donner un sens de stabilité dans notre société. C'est une question importante. Pourtant, nous laissons la situation dégénérer de jour en jour. Nous voyons de plus en plus d'enfants infirmes dont on ne s'occupe pas. Nous laissons dépenser les fonds de l'assurance-maladie non pour la promotion de la santé, mais pour la construction de routes menant à Mafeking. C'est vrai.

**Une voix:** Vous gênez votre argumentation.

**M. Axworthy:** Je ne gêne pas mon argumentation. Nous laissons les priorités sociales de notre pays passer à l'arrière-plan. Nous ne nous attaquons pas aux grandes questions sociales de notre pays parce que nous nous heurtons à un mur politique. Lorsque j'entends le président du Conseil du Trésor (M. Stevens) et le ministre des Finances (M. Crosbie) dire qu'il va falloir se serrer la ceinture et se rentrer le ventre, je sais de qui ils parlent. Ils ne parlent pas de ceux qui sont riches et puissants, ils parlent de ceux qui ne peuvent se défendre. Voilà où se trouvent les véritables problèmes.

J'aimerais beaucoup mieux voir les députés d'en face...

**Une voix:** Nous ne sommes pas ici pour vous plaire.

**M. Axworthy:** ... se préoccuper des conditions qui existent dans les prisons. Je signale à mes vis-à-vis qu'ils vont avoir amplement le temps de débattre cette question. Comme je le signalais à un député, si vous voulez que je vienne débattre le sujet, je suis prêt à venir n'importe quand. Mais il faut le débattre ensemble et non à bâtons rompus.

Ce n'est pas par une résolution de ce genre que nous allons régler nos problèmes et nos questions. On ne nous a rien prouvé. Tout ce qu'on nous a donné ce sont des opinions. Les opinions ne suffisent pas. Il faut faire preuve d'un peu plus de jugement dans les décisions de cette importance.

Un député d'en face a dit qu'il fallait saisir le Parlement de la question. Je ne sais pas où il a pêché cette idée, mais je nous vois d'ici consacrer les vendredis après-midi à décider si nous allons faire des pendants ou pas. Je vous vois revenir à l'époque du forum romain, et décider à pouce baissé ou à pouce levé, le vendredi après-midi, si un gars va se balancer ou pas. A quoi cela rime-t-il? Sommes-nous des marionnettes? Jusqu'où ces gens-là veulent-ils reculer, et à quelle vitesse? Ne sont-ils pas capables d'admettre que la civilisation vaut plus que cela?